

LE JOUR, 1950
21 AVRIL 1950

LE SORT DE JERUSALEM

L'U.R.S.S. ne veut plus de l'internationalisation de Jérusalem. Voilà un revirement bien étrange.

Les jeux de la politique et du hasard vont loin, mais c'est un spectacle attristant de voir la politique se jouer d'une question qui relève au premier chef du sentiment religieux et de la conscience des croyants.

Comment Jérusalem ville trois fois sainte, comment Jérusalem coupée en deux pourrait-elle être dans les conditions où l'on est, livrée à ceux qui ont l'ambition de conquérir chacun pour soi la ville entière ?

Moscou dit l'internationalisation ne satisfait pas plus les Arabes que les Juifs. Mais elle satisfait la Chrétienté et l'islam ; ce vocabulaire est-il devenu à ce point étranger à l'orthodoxie ? C'est sous cet angle pourtant que la question se pose. Et ce qui se discute, c'est la liberté et la sécurité du premier lieu de pèlerinage de l'univers.

Les Juifs voudraient avoir la ville à eux seuls. La Jordanie qui ne vise qu'à s'agrandir par tous les moyens la voudrait exclusivement à elle. Le partage, pour Israël et pour la Jordanie, n'est qu'une solution d'attente. Mais il y a les nations, la multitude des nations, le peuple de croyants qui ne sauraient se désintéresser du sort de Jérusalem.

Internationaliser la ville, c'est satisfaire quarante puissances plutôt que deux parmi les plus petites. Voilà ce que l'U.R.S.S. ne veut plus voir. Sa politique a changé d'orientation évidemment. L'U.R.S.S. se livre à un divertissement dont l'objet est de contrarier les uns et de se concilier les autres suivant la marche des événements.

Mais l'enjeu est Jérusalem malgré tout, un des hauts lieux du monde, la ville où est née la civilisation dont vit une partie impressionnante de l'humanité. L'Occident va-t-il se ressaisir ? Va-t-il agir ? Va-t-il céder ?

L'U.R.S.S. a pu modifier son attitude pour ne pas se trouver du côté des vaincus. Si tel était le cas, ce serait un grave sujet d'alarme. Il faudrait penser alors qu'Israël soutenu par ses protecteurs habituels se tient pour assuré de l'issue. Mais ne désespérons pas. Ou, si les nations favorables à l'internationalisation abandonnaient la partie, il faudrait croire à la ruine de l'esprit occidental, à la carence de l'Occident comme à celle de l'Orient.